

**Élisabeth GUIGOU**

*Seine-Saint-Denis (9<sup>ème</sup> circonscription)  
Socialiste, radical, citoyen  
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et sur les récents accords franco-libyens [J.O. du 17 octobre 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

**DÉPÔTS**

Proposition de loi n° 371 visant au contrôle de la vente et de l'utilisation des mini-quads, mini-motos et engins assimilables [7 novembre 2007]

**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**

*RAPPELS AU RÈGLEMENT*

S'insurge contre les dangers que comporte, selon elle, ce texte et rappelle son soutien aux victimes [8 janvier 2008] (p. 75)

Souhaite davantage de sérénité pour ce débat. Son groupe n'a aucune indulgence pour les délinquants sexuels. Néanmoins, les empêcher de nuire doit se faire dans le respect des grands principes de notre droit [9 janvier 2008] (p. 111)

*DÉBATS*

**Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités**

**[4 juillet 2007] (p. 1597)**

Son intervention (p. 1601)

*Thèmes :*

Pays étrangers : Allemagne (p. 1601)

Pays étrangers : Pologne (p. 1601)

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 1601, 1602)

Union européenne : environnement (p. 1602)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 1602)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 1602)

Union européenne : construction européenne (p. 1601 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 1602)

Union européenne : institutions (p. 1601 et s.)

Union européenne : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) : Afrique du Nord (p. 1602)

Union européenne : traité de Nice (p. 1601)

Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1601 et s.)

**Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)**

*Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)*

Son intervention (p. 2215)

**Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)**

*Avant le titre 1er*

Son amendement n° 75 (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à

domicile de ce type de crédit) (p. 4516) : rejeté (p. 4521)

**Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)**

Son intervention (p. 70)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 janvier 2008] (p. 75)

*Thèmes :*

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 72)

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 72)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 71)

Droit pénal : récidive : agressions sexuelles (p. 71)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 71)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire : moyens (p. 71)

Justice : juge de l'application des peines (p. 71)

Lois : application : moyens (p. 72)

Professions de santé : psychiatres : recrutement (p. 72)

Système pénitentiaire : psychiatres (p. 71)

Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 71)

**Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)**

*Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)*

Ses interventions (p. 104 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 janvier 2008] (p. 111)

*Article 12 (entrée en vigueur des dispositions de la loi)*

Son intervention (p. 121)

*Article 3 précédemment réservé (décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental)*

Son intervention (p. 125)

Son amendement n° 102 (p. 127)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)**

Son intervention (p. 780)

*Thèmes :*

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 781)

Droit pénal : injonction de soins (p. 780)

Justice : juge de l'application des peines : effectifs (p. 781)

Justice : rétention de sûreté (p. 781)

Lois : application : délinquants sexuels (p. 780)

Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 781)

Système pénitentiaire : moyens (p. 780)

Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs : effectifs (p. 780)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation : effectifs (p. 780)

**Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)**

Son intervention (p. 227)

*Thèmes :*

Constitution : révision (p. 227)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 227)

Union européenne : construction européenne (p. 227)

Union européenne : présidence française (p. 228)

Union européenne : subsidiarité (p. 227)

Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 227)

**Proposition de loi n° 632 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [5 février 2008] (p. 739)**

Son intervention (p. 746)

*Thèmes :*

Agriculture : montagne : mini-motos et quads (p. 747)

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 747)

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : mini-motos et quads (p. 746)

Consommation : information des consommateurs : mini-motos et quads (p. 747)

Sécurité routière : accidents : mini-motos et quads (p. 746)

#### **Discussion des articles [5 février 2008] (p. 748)**

*Article 1er (conditions de commercialisation des mini-motos et quads)*

Son amendement n° 1 rectifié : adopté après modification (p. 749)

Son amendement n° 3 (p. 749)

*Après l'article 1er*

Son amendement n° 5 (mise en place au sein de la police et de la gendarmerie d'unités dédiées aux interpellations des usagers de mini-motos et quads) : retiré (p. 749)

*Après l'article 2*

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Daniel Goldberg (obligation d'information du vendeur) (p. 751)

Son amendement n° 8 (campagne de sensibilisation des jeunes, de leurs parents et des professionnels aux dangers des mini-motos et quads) (p. 751) : retiré (p. 752)

#### **Explications de vote et vote [5 février 2008] (p. 752)**

Ses explications de vote (p. 752)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 752)

#### DEUXIÈME LECTURE

#### **Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2081)**

Son intervention (p. 2086)

*Thèmes :*

Automobiles et cycles : mini-motos et quads : réglementation (p. 2087)

Déchets, pollutions et nuisances : bruit : mini-motos et quads (p. 2087)

Départements : Seine-Saint-Denis : expérimentation (p. 2087)

Sécurité routière : accidents : mini-motos et quads (p. 2087)

#### **Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2088)**

*Article 2 (encadrement de la commercialisation et de l'utilisation des véhicules non soumis à réception)*

Son amendement n° 1 (p. 2088)

*Article 3 (création d'une obligation d'identification des véhicules non soumis à réception)*

Son intervention (p. 2089)

*Après l'article 3*

Son amendement n° 7 (généralisation des campagnes de sensibilisation) (p. 2089) : retiré (p. 2090)

*Après l'article 4*

Son amendement n° 8 (rapport au Parlement sur l'application de la loi) : rejeté (p. 2090)

**Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes**

#### PREMIÈRE LECTURE

#### **Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)**

Son intervention (p. 830)

**Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V<sup>e</sup> République**

#### PREMIÈRE LECTURE

#### **Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)**

Son intervention (p. 2289)

*Thèmes :*

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 2290)

Etat : Défenseur des droits des citoyens (p. 2290)

Etrangers : droit de vote (p. 2291)

Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 2289)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : parité (p. 2290)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 2290)

Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 2291)

Parlement : prérogatives (p. 2289)

Parlement : Sénat : prérogatives (p. 2290)

Président de la République : grâce (p. 2290)

Président de la République : quinquennat (p. 2289)

Union européenne : élargissement : référendums (p. 2289)

**Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)**

*Article 17 (nombre de commissions permanentes)*

Son intervention (p. 2618)

*Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)*

Ses interventions (p. 2695 et s.)

*Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)*

Son intervention (p. 2710)